

Éditorial (août 2003-avril 2019) *Joseph Savès* / Publié ou mis à jour le : 2019-04-24 12:39:19

Sacrifier un jour férié pour la solidarité ? Une sottise

Dans l'émotion de la **canicule meurtrière** d'août 2003, le gouvernement français avait imposé aux salariés une journée de travail supplémentaire pour financer un effort financier en faveur des personnes âgées ou handicapées. Une mesure qui témoigne de l'inculture économique de la classe dirigeante.

Quinze ans après, cette classe dirigeante n'a rien compris ni rien appris. Elle se dispose à reproduire la même sottise sous les applaudissements des mêmes médias.

Sitôt connus les effets meurtriers de la canicule d'août 2003 (15 000 victimes parmi les personnes âgées), le gouvernement français a projeté d'augmenter le financement des maisons de retraite et lieux de vie spécialisés.

Il a choisi pour cela de supprimer un jour chômé dans l'année (le lundi de Pentecôte). Convaincu que cette journée de travail supplémentaire doit automatiquement accroître la production nationale, le gouvernement se propose de prélever le surplus de richesse escompté par une taxe sur les entreprises.

Pour les salariés français, il s'agit de travailler un jour de plus au profit des personnes âgées ou handicapées sans perte de revenu... Est-ce si sûr ?

Sacrifier un jour de congé n'augmente en rien la richesse nationale !

On peut regretter en premier lieu que l'on n'ait pas saisi l'occasion pour remettre à plat l'ensemble des jours chômés : lundis de Pentecôte et de Pâques, 8 mai, Ascension... (voir notre éditorial : ***la laïcité au quotidien***).

Décidée sous le coup de l'émotion, la journée dite de « *solidarité nationale* » présente trois incohérences graves :

– Première incohérence : absence d'enquête préalable

La hausse de la mortalité liée à la canicule est-elle due à un manque d'effectifs médicaux et para-médicaux ? une gestion indigente des maisons de retraite avec des détournements de fonds massifs au profit des groupes financiers propriétaires de ces établissements ? un manque de sérieux dans les contrôles par les administrations concernées ? une combinaison fatale de la chaleur, de la pollution et des tranquillisants dont seraient gavés certains vieillards en France ?...

Déstabilisé par la critique, le gouvernement n'a pas attendu les conclusions des enquêtes épidémiologiques pour estimer qu'il fallait accroître les aides publiques aux groupes financiers qui gèrent une grande partie des maisons de retraite.

Sans prendre le temps de réfléchir, il a diagnostiqué le besoin de davantage d'argent public comme chaque fois qu'un service public prend l'eau (Éducation, Sécurité sociale, Aide aux chômeurs, Justice...).

– Deuxième incohérence : confusion entre solidarité et travail

Le gouvernement a oublié que la « *solidarité nationale* », dans les démocraties modernes, passe par l'impôt et non plus par les prestations en nature ou « *corvées* » comme sous l'Ancien Régime. Le lien entre la taxe sur la journée de « *solidarité* ; » et le financement des institutions de soins est par ailleurs illégal en vertu d'un autre fondement de la démocratie, la « *confusion* » de l'impôt.

Il s'agit là d'un principe constitutionnel essentiel : les représentants du peuple n'ont pas le droit d'affecter un impôt ou une taxe à un usage prédéterminé. Ce sage principe vise à sauvegarder la « *solidarité nationale* » et éviter des réactions du genre : « *En tant que provincial, je refuse de payer une taxe destinée à financer les transports parisiens* ».

Pour ajouter à l'incohérence, le président **Jacques Chirac** a ordonné de baisser l'impôt sur le revenu de 3 milliards d'euros dans le même temps où le Premier ministre lançait son idée d'un prélèvement de 2 milliards sur les salariés de la Pentecôte...

Et tandis que le gouvernement supprimait un jour chômé, une commission officielle proposait (sans succès) d'ajouter une fête musulmane chômée au calendrier !...

– Troisième incohérence : une droite néolibérale disciple de Karl Marx et oublieuse d'Adam Smith

L'incohérence la plus grave est dans le raisonnement qui sous-tend le projet gouvernemental. Ce raisonnement repose sur le présupposé que la richesse est corrélée au travail.

C'est la théorie de la « *valeur-travail* » formulée par l'économiste David Ricardo (1772-1823) et reprise par **Karl Marx** (1818-1883) : d'après cette théorie, la production d'une entreprise, son chiffre d'affaire et son bénéfice sont peu ou prou proportionnels à la quantité de travail fourni par les salariés.

La journée de « *solidarité nationale* » se fonde sur cette théorie : en imposant aux Français de travailler une journée de plus dans l'année, le gouvernement table sur un accroissement de la richesse nationale et il se propose de le récupérer au moins en partie par une taxe supplémentaire sur les entreprises. Au bilan, croit-il - et les médias avec lui -, les salariés auront travaillé un peu plus mais n'auront à se plaindre d'aucune baisse de revenu tandis que le fisc aura pu collecter de l'argent pour les personnes âgées.

La « *valeur-travail* » flatte le bon sens de chacun mais la pratique et la théorie l'ont depuis longtemps réfutée.

– En effet, il n'y a pas de corrélation entre *durée du travail* et *production* pour l'encadrement, les professions intellectuelles, les employés de bureau ou les employés de commerce qui travaillent à la demande, soit la très grande majorité des salariés, entrepreneurs et artisans actuels. Ce n'est pas parce qu'ils resteront une journée de plus par an à leur poste de travail que leur entreprise engrangera davantage de chiffre d'affaires. Les grands groupes seront-ils mieux gérés si leurs cadres dirigeants ont officiellement un jour de travail en plus ? Les commerces vendront-ils davantage s'ils restent ouverts un jour de plus par an ? Le ministère de l'Éducation nationale réalisera-t-il des économies si son million d'employés doit travailler le lundi de Pâques ?...

– La corrélation entre *durée du travail* et *production* n'existe que pour les ouvriers qui travaillent à la chaîne ou à la pièce, soit une minorité de la population active. Au demeurant, une production accrue n'est pas forcément synonyme de richesse accrue : ce n'est pas la production d'un bien ou d'un service qui crée de la richesse mais sa vente *effective*. Or, à moins d'être en situation de surchauffe économique, cette vente n'est jamais garantie... Ainsi, les constructeurs automobiles français peuvent, en travaillant le lundi de la Pentecôte, produire davantage de véhicules qu'ils ne l'avaient prévu. Ce n'est pas pour ça qu'ils en vendront ou exporteront un seul de plus. Ces véhicules en surplus iront alimenter les stocks existants et pèseront au final sur les comptes des constructeurs.

On conçoit que la gauche soit malgré tout restée attachée au principe marxiste de la « *valeur-travail* ». Le cas des dirigeants de la droite française est plus étonnant. Voilà des gens intelligents qui parlent à tout va des mérites de l'économie de marché et restent au fond d'eux-mêmes imprégnés par un principe marxiste obsolète avec pour résultat une mesure triplement nocive :

- pour les salariés, travailler un jour de plus sur environ 200 par an revient à accepter une baisse du salaire horaire (on est dans une **démarche déflationniste** comme dans les années 1930).
- la taxe « *compensatoire* » destinée à aider le grand âge revient à accroître la charge fiscale (et administrative) qui pèse sur les entreprises.
- pour l'économie nationale, ces deux mesures sont un mauvais signal en occultant le seul impératif qui vaille, créer davantage de richesses, et en tirant l'activité vers les productions à faible valeur ajoutée caractéristiques des pays sous-développés (l'observation internationale montre que les économies les plus performantes, Suisse, Suède..., sont celles qui offrent des temps réduits et des salaires élevés !)

Il est quelque peu inquiétant pour la santé mentale de nos élites que la journée de « *solidarité nationale* », qui repose sur un raisonnement absurde, voire ridicule, ait pu ainsi être développée par nos ministres et nos hauts fonctionnaires avec le soutien sans faille des organes de communication (« *Une belle idée* », selon *Le Monde* du 14 mai 2005).

On comprend que les citoyens aient envie de manifester leur révolte face à une pareille **défaillance des élites**, même s'ils ne maîtrisent pas les outils conceptuels pour l'exprimer.